

Dette publique: L'ULTIME SUPERCHERIE !



Nous avons payé 48 milliards d'euros en 2009, pour les seuls intérêts de ce qu'on appelle « la charge de la dette ». C'est transférer de notre travail et de notre production plus de 130 millions d'euros par jour — oui, par jour ! — à ceux qui sont déjà les plus riches. Mais cette monnaie qu'ils nous prêtent est toujours issue de la création monétaire payante des banques privées à partir d'une simple ligne d'écriture, lors de « monétisation » de reconnaissances de dettes ou d'obligations.

(voir le site <http://monnaie.wikispaces.com/> pour les détails concernant l'émission de monnaie par les banques de second rang).

Voté en 1973, l'article 25 de la loi du 3 janvier précise que « *Le trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France* ». Ce qui signifie que notre pays s'est interdit de permettre à la Banque de France de financer le Trésor Public, c'est-à-dire de créer la monnaie dont il a besoin pour son développement (écoles, routes, ponts, aéroports, ports, hôpitaux, bibliothèques, etc.), comme nous pouvions le faire avant cette date. La Banque de France étant nationalisée avant 1973, les emprunts auprès de celle-ci se remboursaient sans intérêts.

Et le traité de Maastricht a entériné pour l'Europe cet état de fait par l'article 104 (repris par l'article 123 du traité de Lisbonne) qui précise : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédits aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.* » En clair, les états sont obligés de financer leurs investissements en empruntant sur les marchés financiers, en augmentant perpétuellement leur dette à cause d'intérêts iniques et non justifiables...

L'adoption de l'euro comme monnaie unique venant imposer d'autres mesures encore plus contraignantes, les états membres de l'UE se voient dépouillés de leur souveraineté monétaire et dépendants de l'oligarchie financière qui exerce de ce fait une influence considérable sur la manière dont les états gèrent leur finances.

Les mesures inefficaces des gouvernements

En prétendant vouloir diminuer la dette, nos hommes politiques nous imposent des mesures inefficaces qu'ils qualifient de « rigueur » ou d'« austérité » et se payent notre tête en occultant tout simplement la véritable cause du problème en ne montrant du doigt que les symptômes. Ce qui entraîne, une réduction des dépenses publiques, des suppressions d'emplois dans la fonction publique, une augmentation des charges sociales auprès de PME, une augmentation des impôts pour les particuliers etc.

Ces mesures ne faisant que renforcer la précarité et la misère en faisant disparaître les services publics pendant que la dette ne cesse de s'accroître inexorablement au fil du temps et ce de manière totalement artificielle.

Connivences et conflits d'intérêts

Il est intéressant de noter que Georges Pompidou qui était président de la république au moment de l'adoption de la loi du 3 janvier 1973, a été directeur général de la banque Rothschild de 1956 à 1962.

Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finance de l'époque qui a signé la loi de 1973 a également soutenu tout les traités européens qui généralisent cette loi pour tout les états membres de l'UE.

Outil de mise en place du « nouvel ordre mondial »

Ce moyen de contrôle des états par l'oligarchie financière est l'une des clefs de voûte dans la mise en place de leur « nouvel ordre mondial ». En effet, les grands banquiers internationaux sont en mesure de déclencher à leur guise des périodes de stabilité ou de crise en fonction des emprunts qu'ils acceptent d'accorder aux états dans le besoins et qui leurs sont dépendant.

Les hommes politiques, de gauche comme de droite, les plus mis en avant par les médias (Jacques Attali, Michel Rocard, Christine Lagarde, Herman Van Rompuy, Angela Merkel, etc.), font la promotion d'une unique solution aux problèmes économiques mondiaux : Une « gouvernance mondiale » censée mieux contrôler les possibles « dérapages » et autres «dysfonctionnements» de la haute finance.

Seulement ces hommes politiques sont aussi de connivence avec la même oligarchie via les cercles élitistes mondiaux et fortement occultés par les médias, tel que : la *Commission Trilatérale*, le *CRF*, la *Fondation Bertelsmann* et le très secret groupe *Bilderberg* (co-fondé par les Rockefeller et les Rothschild) Ils ne font que profiter des crises organisées par ceux qu'ils soutiennent pour prétexter la mise en place progressive d'une gouvernance à l'échelle planétaire, rongéant peu à peu ce qu'il reste des souverainetés des états nations et par conséquent celle de leur populations qui n'ont plus leur mot à dire dans l'application de mesures décisives. (Sommet du G20, gouvernement économique européen, traité de Lisbonne, plans de rigueur, MES etc.)

Certains diront qu'il s'agit de délires paranoïaques ou « conspirationnistes », mais les faits sont là :

- Le 19 novembre 2009, lors de son premier discours en tant que président du conseil européen, Herman Van Rompuy déclarait : « 2009 est aussi la première année de la gouvernance mondiale avec l'instauration du G20 en pleine crise financière. » (Il s'était entretenu cinq jours avant avec le groupe *Bilderberg* lors d'un dîner à Val-Duchesse.)

-La fondation Rockefeller elle-même, dans sa publication du 25 mai 2010 *Scénarios pour l'avenir de la technologie et du développement international*, prévoit une « décennie de malheur » pour les année 2010-2020 avec des catastrophes de tout types et des systèmes économiques incontrôlables, tout en précisant que la sécurité des plus riches et de l'élite mondiale serait assurée.

-Pour finir, la citation de David Rockefeller dans ses "Mémoires" (Éditions de Fallois, 2006, page 475) est très éloquente :

« Certains croient que nous (les Rockefeller) faisons partie d'une cabale secrète travaillant contre les meilleurs intérêts des États-Unis, me caractérisant moi et ma famille comme des "internationalistes" conspirant avec d'autres, partout dans le monde pour construire une structure unique mondiale politique et économique, si vous voulez. Si c'est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être. »



Le mouvement We Are Change Paris

www.wearechange.com

